

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/L/186

16 novembre 2004

(04-4925)

Commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES ET DE CUBA

Accord au titre du paragraphe 4 des Procédures pour la mise en œuvre de l'article XXI
de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) (S/L/80)

La communication ci-après, datée du 26 octobre 2004 et adressée par les délégations des Communautés européennes et de leurs États membres et de Cuba, est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1. La communication ci-après, adressée par les Communautés européennes et leurs États membres et par Cuba au Conseil du commerce des services, est distribuée conformément au paragraphe 4 des *Procédures pour la mise en œuvre de l'article XXI de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) (S/L/80)*, adoptées par le Conseil du commerce des services le 19 juillet 1999.

2. Le 28 mai 2004, les Communautés européennes et leurs États membres ont présenté une communication conformément à l'article V de l'AGCS (distribuée sous la cote S/SECRET/8, en date du 11 juin 2004), dans laquelle ils notifiaient leur intention de modifier ou de retirer les engagements spécifiques figurant sur la liste jointe à la communication, conformément à l'article V:5 et aux termes de l'article XXI:1 b). À la suite de la présentation de cette communication, Cuba a présenté une déclaration d'intérêt conformément à l'article XXI:2 a) de l'AGCS (distribuée sous la cote S/L/174, en date du 23 juillet 2004).

3. L'Argentine; l'Australie; le Brésil; le Canada; la Chine; la Colombie; la Corée; l'Équateur; les États-Unis d'Amérique; Hong Kong, Chine; l'Inde; le Japon; la Nouvelle-Zélande; les Philippines; la Suisse; le Taipei chinois et l'Uruguay ont également notifié des déclarations d'intérêt au titre de la même disposition.

4. Conformément aux Procédures pour la mise en œuvre de l'article XXI de l'AGCS (S/L/80), la période pour les négociations, qui devrait expirer trois mois après la date à laquelle une déclaration d'intérêt pourrait avoir été présentée, pourra être prorogée par accord mutuel.

5. Les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et Cuba, d'autre part, notifient qu'ils sont convenus par accord mutuel, le 26 octobre 2004, de proroger la période pour les négociations susmentionnée jusqu'au 26 avril 2005.
